



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 29 janvier 2014
(OR.en)**

5783/14

**COPEN 28
EJN 20
EUROJUST 23**

NOTE

de:	M. Martin Povejšil, Ambassadeur, Représentant permanent, Représentation permanente de la République tchèque auprès de l'Union européenne
à:	M. Rafael Fernández-Pita y González, Directeur général, Conseil de l'Union européenne
Date de réception:	17 décembre 2013
Objet:	Mise en œuvre de la décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres - Notification par la République tchèque

M. le Directeur général,

Conformément à l'article 34, paragraphe 2, de la décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres (Journal officiel de l'UE L 190 du 18 juillet 2002), je souhaite vous informer que la République tchèque a mis en œuvre la décision-cadre précitée dans son droit national.

Les dispositions de la décision-cadre ont été transposées par la loi n° 104/2013 sur la coopération judiciaire internationale en matière pénale, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Dans le cadre de la notification susmentionnée, vous trouverez en annexe:

- le texte de la notification de la République tchèque (notification faite en application de l'article 7, paragraphe 1, notification faite en application de l'article 25, paragraphe 2, et notification faite en application de l'article 31 de la décision-cadre précitée (annexe n° 1);
- le texte de l'annexe de la notification faite par la République tchèque (annexe n° 2);
- le texte de la déclaration de la République tchèque - Déclaration faite en application de l'article 8, paragraphe 2, de la décision-cadre précitée (annexe n° 3);
- le tableau de mise en œuvre;
- le texte des dispositions de droit national transposant la décision-cadre.

Je souhaite par ailleurs vous informer que le département international des affaires pénales du ministère de la justice de la République tchèque peut être contacté à des fins de consultation sur des questions techniques à l'adresse suivante:

mezinárodní odbor trestní

Ministerstvo spravedlnosti České republiky

Tél.: +420 221 997 484

Adresse électronique: mot@msp.justice.cz

(Formule de politesse)

(s.) Martin Povejšil

**Notification faite par la République tchèque concernant la décision-cadre du Conseil
du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre
États membres (2002/584/JAI)**

Notification au titre de l'article 6, paragraphe 3

- 1) Les organes habilités à délivrer un mandat d'arrêt européen en République tchèque sont les tribunaux locaux, les tribunaux de district, les tribunaux régionaux et les cours supérieures, le tribunal municipal de Prague, le tribunal municipal de Brno et la Cour suprême de la République tchèque.
- 2) Les organes habilités à exécuter un mandat d'arrêt européen en République tchèque sont les ministères publics régionaux, le ministère public municipal de Prague, les tribunaux régionaux, les cours supérieures et le tribunal municipal de Prague.

Les organes compétents pour accepter un mandat d'arrêt européen délivré par un État membre sont les ministères publics régionaux et le ministère public municipal de Prague. Les coordonnées figurent à l'annexe n° 2.

Notification au titre de de l'article 7, paragraphe 1

Le ministère de la justice de la République tchèque, le procureur général de la République tchèque et la Direction de la police de la République tchèque sont les autorités centrales désignées pour assister les autorités judiciaires. Les coordonnées figurent à l'annexe n° 2.

Notification au titre de l'article 25, paragraphe 2

L'organe compétent en République tchèque pour recevoir les demandes de transit, y compris les documents nécessaires correspondants, est le ministère de la justice. Les coordonnées figurent à l'annexe n° 2.

Notification au titre de l'article 31

La République tchèque mettra désormais en œuvre dans leur intégralité la convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957, son protocole additionnel du 15 octobre 1975, son deuxième protocole additionnel du 17 mars 1978 et les dispositions pertinentes du titre III, chapitre 4, de la convention d'application du 19 juin 1990 de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes qui la lient et lui sont applicables. La République tchèque procédera ainsi jusqu'au moment où elle adressera une notification au Secrétaire général du Conseil de l'Europe en application de l'article 28, paragraphe 3, de la convention européenne d'extradition.

Article 6 - Coordonnées des autorités compétentes pour recevoir un mandat d'arrêt européen sur le territoire de la République tchèque

1. Prague Municipal Public Prosecutor

Náměstí 14. října 2188/9
150 00 Praha 5
Tel: +420 257 111 611
Fax: +420 257 111 723
E-mail: podatelna@msz.pha.mstice.cz

2. Prague Regional Public Prosecutor

Husova 11
110 01 Praha 5
Tel.: +420 222 111 700
Fax: +420 222 220 075
E-mail: podatelna@ksz.pha.justice.cz

3. České Budějovice Regional Public Prosecutor

Goethova 2
370 70 České Budějovice
[Tel: +420386798111](tel:+420386798111)
Fax: +420386798140
E-mail: posta@ksz.cbu.justice.cz

4. Plzeň Regional Public Prosecutor

Vešslavínova 38
306 36 Plzeň
Tel.: +420377868511
Fax: +420377868512
E-mail: podatelna@ksz.plz.justice.cz

5. Ústí nad Labem Regional Public Prosecutor

tř. Národního odboje 1274

400 85 Ústí nad Labem

Tel: +420 475 531 881

Fax: +420 475 532 850

E-mail: podatelna@ksz.unl.justice.cz

6. Hradec Králové Regional Public Prosecutor

Zieglerova 189

500 39 Hradec Králové

Tel.: 420 495 054 211

Fax: 420 495 512 946

E-mail: podatelna@ksz.hrk.justice.cz

7. Brno Regional Public Prosecutor

Mozartova 3

601 52 Brno

Tel.: 420 542 427 427

Fax: 420 542 215 004

E-mail: podatelna@ksz.bm.justice.cz

8. Ostrava Regional Public Prosecutor

Na Hradbách 21

729 01 Ostrava 1

Tel: 420 595 131 511

Fax: 420 596 118 544

E-mail: podatelna@ksz.ova.justice.cz

Article 7, paragraphe 1 - Coordonnées des autorités centrales désignées pour assister les autorités judiciaires:

1. Ministry of Justice of the Czech Republic

Mezinárodní odbor trestní (International Department for Criminal Matters)

Vyšehradská 16

128 10 Praha 2

Tel.: 420 221997 435

fax: 420 221997 986

E-mail: mot@msp.justice.cz

2. Chief Public Prosecutor of the Czech Republic

mezinárodní odbor (International Department)

Jezuitská 4

660 55 Brno

Tel: 420 542 512 330

Fax: 420 542 512 227

E-mail: podatelna@nsz.bm.justice.cz

3. Police Presidium of the Czech Republic

International Police Cooperation Department

SIRENE

P. O. BOX 62/MPS

Strojnická 27

170 89 Praha 7

Tel: +420974834210

Fax: +420974834716

E-mail: sirene@mvr.cz

Article 25, paragraphe 2 - Coordonnées des organes compétents pour recevoir les demandes de transit:

1. Ministry of Justice of the Czech Republic

Mezinárodní odbor trestní (International Department for Criminal Matters)

Vyšehradská 16

128 10 Praha 2

+420 221997 435

+420 221997 986

E-mail: mot@msp.justice.cz

Déclaration de la République tchèque concernant la décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres (2002/584/JAI)

Déclaration au titre l'article 8, paragraphe 2

La République tchèque acceptera les mandats d'arrêt européens rédigés en langue tchèque ou accompagnés d'une traduction dans cette langue. En ce qui concerne la République slovaque, la République tchèque acceptera les mandats d'arrêt européens rédigés en langue slovaque ou accompagnés d'une traduction dans cette langue. En ce qui concerne la République d'Autriche, la République tchèque acceptera les mandats d'arrêt européens rédigés en langue allemande ou accompagnés d'une traduction dans cette langue.
